

Conférence ministérielle de la TICAD (26-27 mars 2022)

Résumé du président (Traduction provisoire)

La Conférence ministérielle de la TICAD s'est tenue virtuellement les 26 et 27 mars 2022 afin de préparer la TICAD 8. La Conférence a été présidée par M. HAYASHI Yoshimasa, Ministre des Affaires étrangères du Japon, et a vu la participation de ministres et de chefs de délégation de pays africains, ainsi que de représentants des co-organisateur de la TICAD, à savoir les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (CUA).

Au cours de cette Conférence de deux jours, les participants ont mené des discussions intenses autour de trois thèmes : "Atteindre une croissance durable et inclusive avec une réduction des inégalités économiques", "Parvenir à une société durable et résiliente fondée sur la sécurité humaine" et "Construire une paix et une stabilité durables en soutenant les propres efforts de l'Afrique". Ce résumé présente les réflexions du président sur leurs points de vue tels qu'ils ont été exprimés au cours de la réunion.

Les participants ont reconnu que la communauté internationale doit travailler ensemble pour faire face aux impacts économiques et sociaux de la pandémie de COVID-19 en Afrique, et encourager un développement robuste, durable et inclusif pour parvenir à reconstruire en mieux. Ils ont réaffirmé que le processus de la TICAD a joué un rôle important à cette fin, conformément à la vision africaine énoncée dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) et l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le Ministre HAYASHI a souligné que le Japon continue à soutenir le développement mené par l'Afrique en coopération avec la communauté internationale, en vue de faire face aux menaces de notre époque qui évoluent. Les participants se sont félicités des progrès constants observés dans le cadre du processus de la TICAD et de la mise en œuvre d'un large éventail de mesures, qui ouvrent ainsi la voie à reconstruire en mieux. Ils ont renouvelé leur détermination à continuer à collaborer pour surmonter non seulement les défis imminents mais aussi les problèmes à plus long terme rendus plus apparents par la pandémie.

Atteindre une croissance durable et inclusive avec une réduction des inégalités économiques

Les participants ont réaffirmé que la création d'emplois et la croissance des revenus par l'investissement sont indispensables pour reconstruire en mieux dans l'ère post-COVID-19. A cet égard, ils ont reconnu l'importance de promouvoir l'investissement privé en se concentrant, premièrement, sur les entreprises qui résolvent des problèmes sociaux par

l'innovation, comme la transformation numérique, et deuxièmement, sur l'économie verte, la transition énergétique et l'économie bleue.

En outre, les participants ont reconnu que les entreprises devraient être soutenues par un système économique international libre et ouvert. A cet égard, ils ont salué les progrès constants de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), qui approfondit l'intégration régionale, et ont souligné l'importance de soutenir cette intégration. Ils ont également souligné l'importance du financement du développement adhérent aux règles et normes internationales, telles que la viabilité de la dette, le renforcement de la transparence et la responsabilité mutuelle, et ils ont exhorté tous les principaux créanciers, y compris les privés, à suivre des pratiques de prêt équitables et ouvertes.

Dans ce contexte, les participants ont partagé l'avis que la TICAD devrait définir une voie pour le développement de l'Afrique en surmontant les défis de la COVID-19 et promouvoir la croissance du monde avec les entreprises du secteur privé comme force motrice d'une économie résiliente.

Parvenir à une société durable et résiliente fondée sur la sécurité humaine

Les participants ont réaffirmé que la pandémie de COVID-19 a mis en lumière non seulement les impacts sanitaires immédiats et directs, mais aussi d'autres défis tels que la malnutrition, la pénurie alimentaire et d'autres défis sanitaires classiques, notamment les maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que la santé maternelle et infantile dans la société africaine. Ils ont souligné que, dans la perspective de l'ère post-COVID-19, il est important de réaliser une société résiliente et durable en Afrique sous le concept de sécurité humaine, en vue de parvenir à une couverture sanitaire universelle (CSU) .

A cette fin, les participants ont confirmé qu'il est nécessaire pour l'Afrique de renforcer ses systèmes et capacités sanitaires et médicaux, y compris les mesures contre la COVID-19, en tenant compte de la croissance démographique en Afrique. A cet égard, les efforts du Japon pour un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 en Afrique, y compris sa fourniture de vaccins et sa contribution financière à la Facilité COVAX, ont été hautement appréciés. Ils ont réitéré l'importance d'améliorer la qualité de l'éducation afin de développer les ressources humaines nécessaires pour prendre en charge le développement de l'Afrique avec l'appropriation , et de promouvoir les efforts sur les questions environnementales, y compris le changement climatique, pour que le développement de l'Afrique soit durable.

Dans ce contexte, les participants ont souligné que ces efforts seraient davantage renforcés en accordant de l'importance au développement humain et à la qualité de la croissance, conformément aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Construire une paix et une stabilité durables en soutenant les propres efforts de l'Afrique

Les participants ont réitéré leur engagement continu à construire une paix et une stabilité durables. Ils ont rappelé la nécessité de s'attaquer aux causes profondes qui entravent la paix et la stabilité en Afrique. A cet égard, ils ont salué les contributions apportées par les différents partenaires de la TICAD. Avec ces contributions, ils se sont engagés à promouvoir davantage la protection des personnes vulnérables victimes de conflits, ainsi que l'engagement actif des jeunes et des femmes dans la prévention et la résolution des conflits.

Les participants ont souligné la nécessité de la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance dans le cadre de l'Etat de droit comme une priorité urgente, ainsi que l'impératif de renforcer les institutions et les capacités humaines. Ils ont également réaffirmé l'importance de galvaniser la collaboration en matière de sécurité maritime et de maintenir un ordre maritime fondé sur des règles, conformément aux principes du droit international, en particulier ceux reflétés dans la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (CNUDM).

Les participants ont souligné l'importance de se conformer à la Charte des Nations Unies et au droit international, et de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale. Ils ont également souligné l'importance de mettre en place des mesures appropriées pour faire face aux crises humanitaires lorsque de nombreuses personnes sont déplacées de force en raison de conflits. A cet égard, le Japon a condamné l'agression de la Russie contre l'Ukraine dans les termes les plus durs possibles, affirmant que toute modification unilatérale du statu quo par la force est totalement inacceptable. Les participants ont exprimé leur inquiétude quant à la situation en Ukraine et ses impacts, et ont appelé la communauté internationale à travailler ensemble.

Les participants ont souligné que la promotion du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix reste essentielle, étant donné que les besoins humanitaires liés aux conflits ont considérablement augmenté. En outre, afin de réaliser la paix et la stabilité sur le continent, ils ont reconnu le rôle essentiel de l'Union africaine et des Communautés économiques régionales, et ont souligné la nécessité d'une coopération renforcée au sein des Nations Unies.

Enfin, les participants ont partagé leur détermination à poursuivre leur coopération étroite pour la réussite de la TICAD 8, qui se tiendra les 27 et 28 août 2022.

(FIN)